

États financiers consolidés de l'

**INSTITUT INTERNATIONAL
DU DÉVELOPPMENT DURABLE**

31 mars 2002

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Aux membres de
l'Institut international du développement durable

Nous avons vérifié le bilan consolidé de l'Institut international du développement durable au 31 mars 2002 et les états consolidés des résultats, de l'évolution de l'actif net et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de l'Institut. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de l'Institut au 31 mars 2002 ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.



Comptables agréés

Winnipeg (Manitoba)
Le 26 avril 2002

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>
Bilan consolidé	1
État consolidé de l'évolution de l'actif net	2
État consolidé des résultats	3
État consolidé des flux de trésorerie	4
Notes complémentaires	5 - 11
Annexe 1 - Charges	12
Annexe 2 - Subventions affectées à des fins particulières	13 - 14

INSTITUT INTERNATIONAL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Bilan consolidé

31 mars 2002

	2002	2001
ACTIF		
À COURT TERME		
Encaisse (note 7 b)	1 293 208 \$	474 090 \$
Titres négociables (note 4)	5 491 789	5 638 115
Débiteurs	6 644 663	8 552 618
Frais payés d'avance et dépôts	119 934	107 987
	<u>13 549 594</u>	<u>14 772 810</u>
IMMOBILISATIONS (note 5)	283 288	302 743
	<u>13 832 882 \$</u>	<u>15 075 553 \$</u>
PASSIF		
À COURT TERME		
Créditeurs et charges à payer	1 108 924 \$	1 006 481 \$
Produits reçus d'avance (note 6)	5 749 768	6 763 138
	<u>6 858 692</u>	<u>7 769 619</u>
ACTIFS NETS		
Actifs nets investis en immobilisations	283 288	302 743
Réserve pour création de programmes	3 835 165	3 870 098
Réserve pour développement à long terme	1 616 471	1 874 770
Actifs de fonctionnement nets non affectés	1 239 266	1 258 323
	<u>6 974 190</u>	<u>7 305 934</u>
	<u>13 832 882 \$</u>	<u>15 075 553 \$</u>

INSTITUT INTERNATIONAL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

État consolidé de l'évolution de l'actif net

De l'exercice terminé le 31 mars 2002

	Actifs nets investis en immobilisations	Réserve pour création de programmes	Réserve pour développement à long terme	Actifs de fonctionnement nets non affectés	Total 2002	Total 2001
SOLDE, AU DÉBUT	302 743 \$	3 870 098 \$	1 874 770 \$	1 258 323 \$	7 305 934 \$	7 797 028 \$
Excédent des charges sur les produits	(225 850)	-	-	(105 894)	(331 744)	(491 094)
Investissement en immobilisations	206 395	-	-	(206 395)	-	-
Restriction d'ordre interne	-	(34 933)	(258 299)	293 232	-	-
SOLDE, À LA FIN	283 288 \$	3 835 165 \$	1 616 471 \$	1 239 266 \$	6 974 190 \$	7 305 934 \$

INSTITUT INTERNATIONAL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

État consolidé des résultats

De l'exercice terminé le 31 mars 2002

	2002	2001
PRODUITS (notes 2 b et 3)		
Subventions affectées à des fins particulières	7 694 117 \$	6 433 600 \$
Subventions de fonctionnement	2 259 958	2 116 669
Intérêts	283 026	383 408
Autres produits	153 853	237 158
TOTAL DES PRODUITS	10 390 954	9 170 835
CHARGES (annexe 1)		
Projets		
Services de production de rapport	2 472 707	2 342 323
Commerce et investissement	1 639 464	997 294
Gestion des ressources naturelles	1 255 132	901 735
Politique économique	1 185 634	1 047 276
Changements climatiques et énergie	1 166 182	1 046 569
Communication des connaissances	1 124 075	1 158 750
Mesures et indicateurs	536 802	442 199
Création de nouveaux projets	63 860	320 541
	9 443 856	8 256 687
Administration	593 267	583 843
Financement et sensibilisation	547 384	684 191
Conseil d'administration	138 191	137 208
TOTAL DES CHARGES	10 722 698	9 661 929
EXCÉDENT DES CHARGES SUR LES PRODUITS	(331 744)	(491 094)
MONTANT PRÉLEVÉ SUR LES ACTIFS NETS		
Actifs nets investis en immobilisations	19 455	96 288
Réserve pour création de programmes	34 933	309 858
Réserve pour développement à long terme	258 299	299 302
(DIMINUTION) AUGMENTATION DES ACTIFS DE FONCTIONNEMENT NETS	(19 057)	214 354
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT NETS, AU DÉBUT	1 258 323	1 043 969
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT NETS, À LA FIN	1 239 266 \$	1 258 323 \$

INSTITUT INTERNATIONAL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

État consolidé des flux de trésorerie

De l'exercice terminé le 31 mars 2002

	2002	2001
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Subventions affectées à des fins particulières (annexe 2)		
Gouvernement du Canada	2 334 116 \$	3 004 095 \$
Gouvernements provinciaux	50 693	64 807
Gouvernements étrangers	2 634 363	2 218 144
Organismes des Nations Unies	529 653	208 042
Organismes internationaux	639 950	751 977
Fondations philanthropiques	58 324	1 219 652
Secteur privé et autres	420 808	764 843
Subventions de fonctionnement		
Gouvernement du Canada		
Environnement Canada	200 000	200 000
Agence canadienne de développement international	1 000 000	1 000 000
Gouvernement du Manitoba	1 059 958	1 145 833
Total des subventions de fonctionnement et des subventions affectées à des fins particulières	8 927 865	10 577 393
Diminution (augmentation) des débiteurs	1 907 955	(3 009 720)
Autres produits	153 853	237 158
	10 989 673	7 804 831
Encaisse affectée aux activités de fonctionnement	(10 393 512)	(9 464 647)
RENTRÉES (SORTIES) NETTES - ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT	596 161	(1 659 816)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Intérêts reçus pour le développement à long terme	283 026	383 408
Achat d'immobilisations	(206 395)	(248 516)
RENTRÉES NETTES - ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT	76 631	134 892
AUGMENTATION (DIMINUTION) NETTE DE L'ENCAISSE ET DES TITRES NÉGOCIABLES		
	672 792	(1 524 924)
ENCAISSE ET TITRES NÉGOCIABLES, AU DÉBUT	6 112 205	7 637 129
ENCAISSE ET TITRES NÉGOCIABLES, À LA FIN	6 784 997 \$	6 112 205 \$
Composition :		
Encaisse	1 293 208 \$	474 090 \$
Titres négociables	5 491 789	5 638 115
	6 784 997 \$	6 112 205 \$

INSTITUT INTERNATIONAL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Notes complémentaires

31 mars 2002

1. CONSTITUTION, MANDAT ET SITUATION FISCALE

L'Institut international du développement durable (IIDD) a été constitué en société sans capital-actions le 15 mars 1990 en vertu de la Partie II de la *Loi sur les corporations canadiennes*. Il a commencé ses activités peu après à partir de son siège social de Winnipeg, dans la province du Manitoba, au Canada.

L'IIDD est un organisme de bienfaisance enregistré au Canada. De plus, il est exonéré des impôts sur le revenu aux États-Unis en vertu de l'alinéa 501(c)3) du *Internal Revenue Code*.

La mission de l'IIDD vise un mieux-vivre durable pour tous. Sa mission consiste à assurer un avenir durable aux sociétés en favorisant l'innovation.

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers consolidés ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada et comprennent les principales conventions comptables suivantes :

a) *Périmètre de consolidation*

Les états financiers consolidés incluent les actifs et les passifs, l'actif net, les produits, les charges et les autres opérations de la fiducie IISD Business Trust et de IISD Solutions, toutes deux contrôlées par l'IIDD. Toutes les opérations intersociétés importantes ainsi que les soldes et les résultats d'exploitation ont été éliminés au moment de la consolidation.

IISD Business Trust exerce des activités de consultation et d'autres activités commerciales qui correspondent au mandat de l'IIDD. IISD Solutions est une société sans capital-actions constituée en vertu de la Partie II de la *Loi sur les corporations canadiennes* et agit à titre de fiduciaire de IISD Business Trust. L'IIDD nomme les membres de IISD Solutions et, conformément aux modalités de IISD Business Trust, toutes les ressources de la fiducie doivent être fournies à l'IIDD à titre de bénéficiaire unique.

b) *Constataion des produits*

i) Produits tirés des subventions de fonctionnement

Les subventions de fonctionnement sont accordées à condition qu'elles soient dépensées en respectant le mandat de l'IIDD. Les produits tirés des subventions du gouvernement du Canada sont comptabilisés annuellement selon un montant équivalant à un cinquième du total des engagements en vue du financement promis pendant la période allant du 1^{er} avril 2000 au 31 mars 2005. Les produits tirés des subventions de la province du Manitoba sont comptabilisés selon les montants annuels prévus dans les accords de financement. Les montants supplémentaires reçus en vertu des accords de subvention en vigueur sont comptabilisés à titre de produits reçus d'avance.

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

b) *Constatation des produits (suite)*

ii) Produits tirés des subventions affectées à des fins particulières

Les subventions affectées à des fins particulières doivent être dépensées en respectant la volonté du donateur. Les produits tirés de subventions affectées à des activités particulières courantes sont comptabilisés lorsque les charges connexes sont engagées. Les subventions affectées à des fins particulières accordées visant des activités particulières ultérieures sont inscrites à titre de produits reçus d'avance. Les produits tirés des subventions affectées aux activités de développement de programmes ou de développement à long terme sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel la subvention est attribuée.

iii) Intérêts créditeurs

Les intérêts créditeurs sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice, déduction faite de l'amortissement des escomptes ou des primes à l'acquisition d'obligations.

c) *Titres négociables*

Les titres négociables sont comptabilisés à la fraction non amortie du coût plus les intérêts courus. Les escomptes et les primes sur les obligations acquises sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée restante du placement.

d) *Immobilisations*

Les dépenses en immobilisations sont comptabilisées au coût. L'amortissement, fondé sur le coût moins la valeur résiduelle sur la durée de vie utile de l'actif, est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire selon les durées et les taux suivants :

Systèmes informatiques	3 ans, sans valeur résiduelle
Matériel	10 ans, valeur résiduelle de 5 %
Tenures à bail	Durée initiale plus un renouvellement

e) *Coûts de production des publications*

Les coûts de production des publications sont passés en charges dans l'exercice au cours duquel les publications sont imprimées.

INSTITUT INTERNATIONAL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Notes complémentaires

31 mars 2002

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

f) Conversion des devises

Les montants libellés en devises sont convertis en dollars canadiens comme suit :

Les soldes monétaires, qui comprennent l'encaisse, les titres négociables, les débiteurs, les créditeurs et charges à payer et les produits reçus d'avance, sont convertis au taux de change en vigueur à la fin de l'exercice.

Les soldes non monétaires, qui comprennent les frais payés d'avance et les immobilisations, sont convertis au taux de change en vigueur au moment de la transaction.

Les produits et les charges sont convertis au taux de change en vigueur au moment de la transaction. Les gains ou les pertes de change sont pris en compte dans le calcul du revenu net.

3. ACCORDS DE FINANCEMENT

Subventions affectées à des fins particulières

L'IIDD reçoit des fonds de divers organismes publics et privés dans le but de financer des projets précis visant la poursuite de ses objectifs stratégiques. Ces projets peuvent s'échelonner sur une période supérieure à un an. Les subventions accordées connexes sont comptabilisées lorsque les accords de financement sont conclus, et elles sont constatées dans les produits à mesure que les projets sont réalisés. Le tableau comparatif suivant résume les engagements relatifs aux subventions affectées à des fins particulières au cours de l'exercice :

	Subventions selon les accords	
	<u>2002</u>	<u>2001</u>
	(en milliers de dollars)	
Gouvernements et organismes		
canadiens	2 385 \$	3 069 \$
internationaux	2 634	2 218
	<hr/> 5 019	<hr/> 5 287
Organismes des Nations Unies	530	208
Organismes internationaux	640	752
Fondations philanthropiques	58	1 220
Secteur privé et autres	421	765
	<hr/> 6 668 \$	<hr/> 8 232 \$

INSTITUT INTERNATIONAL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Notes complémentaires

31 mars 2002

3. ACCORDS DE FINANCEMENT (suite)

Les produits tirés des subventions affectées à des fins particulières et les autres produits, qui englobent les ventes de publications et le recouvrement des coûts, sont ventilés par secteur d'activité :

Secteur d'activité	Ventes et recouvrement des coûts	Subventions affectées	Total
	(en milliers de dollars)		
Services de production de rapports	- \$	2 492 \$	2 492 \$
Commerce et investissement	26	1 252	1 278
Gestion des ressources naturelles	19	1 068	1 087
Communication des connaissances	7	916	923
Politique économique	8	835	843
Changements climatiques et énergie	21	763	784
Mesures et indicateurs	25	311	336
Administration, financement et sensibilisation	48	28	76
Création de nouveaux programmes	-	29	29
	154 \$	7 694 \$	7 848 \$

Subventions de fonctionnement

L'IIDD a renouvelé des accords de financement avec le gouvernement du Canada (Environnement Canada et l'Agence canadienne de développement international [ACDI]). L'accord conclu avec l'ACDI procure à l'IIDD des subventions de fonctionnement pour une période de cinq ans allant du 1^{er} avril 2000 au 31 mars 2005. Environnement Canada renouvelle sa contribution annuellement. Un nouvel accord de financement d'une durée de cinq ans (c'est-à-dire pour la période allant du mois d'avril 2001 au 31 mars 2006) a également été conclu avec le gouvernement du Manitoba. Cet accord prévoit une subvention de fonctionnement de base totalisant 4 583 600 \$ et une subvention liée à des projets particuliers pouvant atteindre un montant additionnel de 1 145 900 \$ pour toute la période visée.

Le financement lié aux subventions de fonctionnement se résume comme suit :

	Subventions selon les accords	Subventions reçues		Subventions à recevoir
		2002	Exercices antérieurs	
		(en milliers de dollars)		
Gouvernement du Canada				
Environnement Canada	1 000 \$	200 \$	200 \$	600 \$
Agence canadienne de développement international	5 000	1 000	1 000	3 000
Gouvernement du Manitoba	4 584	1 060	-	3 524
Produits tirés des subventions de fonctionnement (note 2 b, i)	10 584 \$	2 260 \$	1 200 \$	7 124 \$

INSTITUT INTERNATIONAL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Notes complémentaires

31 mars 2002

4. TITRES NÉGOCIABLES

Les titres négociables comprennent des placements dans des titres d'emprunt à taux fixe libellés en dollars canadiens émis ou garantis par le gouvernement du Canada, les gouvernements provinciaux ou d'importantes banques à charte canadiennes. Les échéances varient d'un mois à vingt-sept mois en fonction des besoins futurs prévus en matière de flux de trésorerie. Les placements sont habituellement détenus jusqu'à l'échéance.

Le tableau qui suit résume les placements dans les titres négociables :

<u>Échéance</u>	<u>Valeur comptable</u> (en milliers de dollars)	<u>Valeur marchande</u> (en milliers de dollars)
2002	1 854 \$	1 861 \$
2003	1 870	1 904
2004	1 768	1 776
	<u>5 492 \$</u>	<u>5 541 \$</u>

5. IMMOBILISATIONS

Le tableau qui suit résume les catégories d'immobilisations et les composantes des actifs nets investis en immobilisations :

	<u>2002</u>		<u>2001</u>	
	<u>Coût</u>	<u>Amortis- sément cumulé</u>	<u>Coût</u>	<u>Amortis- sément cumulé</u>
	(en milliers de dollars)			
Systèmes informatiques	1 630 \$	1 448 \$	1 588 \$	1 407 \$
Matériel	637	536	684	563
Tenures à bail	82	82	99	98
	<u>2 349</u>	<u>2 066</u>	<u>2 371</u>	<u>2 068</u>
Valeur comptable nette	<u>283 \$</u>		<u>303 \$</u>	

INSTITUT INTERNATIONAL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Notes complémentaires

31 mars 2002

6. PRODUITS REÇUS D'AVANCE

L'excédent des subventions à recevoir sur les produits comptabilisés à titre de subventions de fonctionnement ou de subventions affectées à des fins particulières est indiqué dans les produits reçus d'avance. Le tableau qui suit résume les principales composantes de ces produits :

	<u>2002</u>	<u>2001</u>
	(en milliers de dollars)	
Subventions affectées à des fins particulières		
Organismes gouvernementaux		
canadiens	2 481 \$	3 457 \$
internationaux	2 098	1 438
Organismes des Nations Unies	94	-
Organismes internationaux	263	474
Fondations philanthropiques	617	1 157
Secteur privé et autres	197	237
	<hr/> 5 750 \$	<hr/> 6 763 \$

7. ENGAGEMENTS

- a) L'IIDD est tenu d'effectuer des versements en vertu de divers contrats de location qui viennent à échéance jusqu'au 31 mars 2007, comme suit :

(en milliers de dollars)

2003	118 \$
2004	113
2005	108
2006	87
2007	84

- b) L'IIDD a garanti une marge de crédit d'exploitation pour IISD Solutions pour un montant maximal de 250 000 \$. Au 31 mars 2002, le solde impayé à l'égard de cette marge de crédit s'élevait à 93 475 \$ (92 075 \$ en 2001) et il a été consolidé dans les comptes de l'IIDD.

8. INSTRUMENTS FINANCIERS

Risque de taux d'intérêt

On entend par risque de taux d'intérêt le risque découlant de la fluctuation de ces taux et de leur degré de volatilité. Pour atténuer ce risque, les périodes d'investissement sont échelonnées en fonction des besoins prévus en matière de flux de trésorerie. L'IIDD n'a recours à aucun dérivé pour gérer son exposition au risque de taux d'intérêt.

Risque de crédit

Le risque de crédit découle de la possibilité qu'une partie ne s'acquitte pas de ses obligations. Ce risque est géré en vertu d'une politique d'investissement approuvée par le Conseil, qui limite les investissements de l'IIDD à des titres d'emprunt à taux fixe libellés en dollars canadiens, émis ou garantis par le gouvernement du Canada, les gouvernements provinciaux ou de grandes banques à charte canadiennes. Le fait que les débiteurs de l'IIDD se composent de sommes exigibles de nombreuses entités des secteurs public et privé énumérées à l'annexe 2 réduit le risque de crédit associé à ces débiteurs.

Risque de change

Le risque de change correspond au risque découlant de la fluctuation des taux de change et de leur degré de volatilité. Une part importante des charges qu'engage l'IIDD est libellée en dollars US ou dans d'autres devises, réduisant ainsi son exposition aux niveaux prévus de rentrées nettes en devises. L'IIDD n'a recours à aucun dérivé pour gérer son exposition au risque de change.

INSTITUT INTERNATIONAL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Charges (en milliers de dollars)

De l'exercice terminé le 31 mars 2002

Le tableau ci-dessous présente un résumé des charges engagées pour chacun des objectifs stratégiques de l'IIDD :

	Services de production de rapports	Communication des connaissances	Politique économique	Change-ments climatiques et énergie	Commerce et investis- sement	Gestion des ressources naturelles	Mesures et indicateurs	Nouveaux projets	Administration	Financement et sensibi- lisation	Conseil d'adminis- tration	2002		2001	
												Total	Total	Total	Total
Personnel	442 \$	466 \$	486 \$	633 \$	633 \$	451 \$	309 \$	15 \$	462 \$	324 \$	- \$	4 221 \$	3 779 \$		
Consultation	911	375	437	186	463	484	43	34	3	35	-	2 951	2 456		
Déplacements	848	142	136	160	242	182	108	10	35	33	-	1 896	1 768		
Loyer	62	32	30	46	49	25	19	-	30	23	-	316	310		
Fournitures et autre matériel	47	21	15	35	53	28	24	-	26	39	-	288	262		
Publications	48	23	4	20	54	26	5	5	-	49	-	234	245		
Amortissement des immobilisations	60	20	36	23	25	14	10	-	16	22	-	226	345		
Réunions	-	24	9	25	93	46	4	-	-	8	-	209	124		
Télécommunications	55	12	25	28	22	13	10	-	13	9	-	187	183		
Conseil d'administration	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	138	138	137		
Documents de recherche	-	9	8	10	6	6	5	-	8	5	-	57	53		
	2 473 \$	1 124 \$	1 186 \$	1 166 \$	1 640 \$	1 255 \$	537 \$	64 \$	593 \$	547 \$	138 \$	10 723 \$	9 662 \$		

INSTITUT INTERNATIONAL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Subventions affectées à des fins particulières (en milliers de dollars)

De l'exercice terminé le 31 mars 2002

Gouvernement du Canada (et organismes s'y rattachant)	627 \$
Centre de recherches pour le développement international (CRDI)	440
Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international	327
Environnement Canada	283
Agence canadienne de développement international (ACDI)	243
Conseil chinois de coopération internationale en environnement et en développement (ACDI)	132
Ressources naturelles Canada	99
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	60
Développement des ressources humaines Canada	43
Affaires indiennes et du Nord Canada	40
Diversification de l'économie de l'Ouest du Canada	25
Conseils et Vérification Canada	8
Secrétariat du changement climatique	7
Ministère des Pêches et des Océans	
	2 334
Gouvernements provinciaux	21
Manitoba	30
Ontario et autres	51
Gouvernements étrangers	600
Suisse	582
Norvège	396
Commission européenne	312
Allemagne	173
Suède	144
France	97
Nouvelle-Zélande	81
Australie	51
Finlande	48
Royaume-Uni	39
Chine	34
Autriche	34
Japon	25
Pays-Bas	15
Islande	3
Belgique	
	2 634
Organismes des Nations Unies	186
Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)	127
Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC)	105
Autres organismes des Nations Unies	49
Université des Nations Unies	26
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)	24
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	7
Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)	6
Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)	
	530

INSTITUT INTERNATIONAL DU DÉVELOPPMENT DURABLE
Subventions affectées à des fins particulières (en milliers de dollars)
De l'exercice terminé le 31 mars 2002

Organismes internationaux	204
Institut international pour l'environnement et le développement (IIED)	149
Banque mondiale	102
Conseil de la Terre	59
Commission de coopération environnementale (CCE)	29
Union mondiale pour la nature (UICN)	28
Nautilus Institute for Security and Sustainable Development	24
Institute for International Education	19
Fonds mondial pour la nature (WWF)	13
Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI)	13
Organisation mondiale du commerce	640
Fondations philanthropiques	45
Loewen Foundation	10
PEW Charitable Trusts	3
Fondation suédoise pour la recherche stratégique environnementale (MISTRA)	58
Secteur privé et autres	144
Climate Change Central	30
PanCanadian Petroleum Limited	26
Shell Canada	16
URS Corporation	16
AMEC Simons Mining and Metals	16
Coudert Frères	16
Gallagher & Kennedy	16
North American Palladium	16
Newmont Mining Corporation	14
York University (Sustainable Enterprise Academy)	11
Inuit Tapiriit Kanatami (ITK)	10
Alcan	10
Association des produits forestiers	10
Cullbridge Marketing	8
World Business Council for Sustainable Development	8
Association minière du Canada	8
Geomega	7
Conseil des Premières nations du Yukon	5
ESG International	4
Institute for Media, Policy and Civil Society (IMPACS)	4
African Centre for Technology Studies	4
Stratos Inc.	3
Mountain Institute	3
Beak International	3
TransCanada Pipelines	1
Dofasco Inc.	12
Autres	421
	6 668 \$